



Procès-verbal de la Conférence annuelle 2020 du PS Migrant-e-s Suisse 19 septembre 2020, 10h15 – 14h35, Berne

Présidence : Mustafa Atici, Françoise Bassand, Osman Osmani, Grazia Tredanari

Procès-verbal : Sonja Rüegg

Régie slides : Simon Gründler

Présent : 43 membres

Excusé : 14 membres

Voir également la présentation jointe au présent procès-verbal

0. Salutation

Sonja Rüegg présente des informations techniques sur la traduction simultanée et les mesures de protection que nous avons prises en raison du virus Corona.

Rebekka Wyler, co-secrétaire générale du PS Suisse, souhaite chaleureusement la bienvenue à toutes et tous et ouvre la conférence annuelle. Il est essentiel que nous nous organisions, que nous discutions et que nous élevions la voix sur la manière dont nous voulons régler nos affaires. Il est profondément injuste qu'un **quart de notre population** qui est également concerné par l'action gouvernementale ne puisse pas voter et élire. Le PS est d'autant plus heureux qu'avec le PS Migrant-e-s, une voix forte a émergé qui s'engage en faveur de la codétermination et de la démocratie pour toutes et tous. La lutte du PS Migrant-e-s contre le déclassement des permis de séjour en raison de l'aide sociale est également d'une grande importance. Rebekka remercie tout le monde pour leur grand engagement.

Le Congrès PS du 17 octobre se déroulera physiquement si possible. Il donnera un signal pour une nouvelle ère. Christian Levrat mérite un adieu digne. Entre autres, le PS Migrant-e-s a été fondé pendant son mandat.

1. Ouverture de notre conférence

Françoise remercie Rebekka et sa reconnaissance de notre travail.

Françoise est heureuse que tant de personnes soient présentes malgré Corona. La démocratie vit de la rencontre personnelle et de la conversation directe. C'est beaucoup plus difficile avec la vidéo.

Certains membres ont envoyé leurs excuses. Certains travaillent dans le secteur des soins, où ils ont dû travailler très dur pendant des mois, notamment le vice-président du PS Migrant-e-s, Mike Kabongi. D'autres sont engagés dans la campagne électorale de Bâle aujourd'hui.

Les membres du PS Migrant-e-s ont le droit de vote. Tous les membres ont reçu une carte de vote.

1.1 Election des scrutateurs/scrutatrices

Emmanuel Deonna et Nadia Huberson sont élus à l'unanimité.

1.2 Règlement de l'assemblée

Approuvé à l'unanimité.

1.3 Procès-verbal de l'Assemblée annuelle 2019

Approuvé à l'unanimité.

1.4 L'ordre du jour

Approuvé à l'unanimité.

2. Discours du Conseiller national Mustafa Atici, président du PS Migrant-e-s Suisse

Mustafa est heureux que nous puissions nous rencontrer physiquement aujourd'hui en observant les mesures de protection. Il remercie Peter Hug, Sonja Rüegg et Simon Gründler pour le travail d'organisation et de logistique et Mathilde Mottet pour la traduction simultanée en français.

Nous traitons des affaires importantes : nous interpellons Mattea et Cédric et discutons la question des rétrogradations et celle de l'impact Corona, qui touche particulièrement les plus faibles. Le PS Migrant-e-s a agi rapidement avec un plan d'action qui sera discuté aujourd'hui. Nous voulons intervenir et décider sur le façonnement du pays. Il importe que de plus en plus de personnes souhaitent participer à la vie politique. Mustafa était sur la route en Suisse trois soirs cette semaine, il a fait la connaissance de personnes engagées, dont de nombreux migrant-e-s qui voient le PS Migrant-e-s comme un interlocuteur pour leurs préoccupations.

Mustafa remercie Peter Hug, qui s'est impliqué dès le début avec le PS Migrant-e-s. Il a récemment pris sa retraite et aura donc un nouveau rôle à l'avenir. Mustafa souhaite que Peter continue à être disponible pour le PS Migrant-e-s. Mustafa offre à Peter un cadeau pour son entrée dans une nouvelle phase de sa vie, sous de vifs applaudissements.

3. Les candidat-e-s au présidium du PS Suisse se présentent : nos questions à Mattea Meyer et Cédric Wermuth

Mustafa fait la bienvenue à Mattea Meyer et Cédric Wermuth, qui sont en compétition pour la coprésidence du PS Suisse afin de succéder à Christian Levrat. Christian quittera la présidence du PS Suisse lors du Congrès du 17 octobre. Un autre candidat pour lui succéder est Martin Schwab. Nous avons invité tous les membres du PS Migrant-e-s à soumettre des questions aux deux candidats. Nous les avons transmis à Mattea et Cédric.

Mattea Meyer se présente : elle vient de Winterthur et a rejoint les Jeunes socialistes à l'âge de 17. Elle était en colère : en colère parce que plus de 12 000 réfugiés sont sans ressources à Moria, parce que des gens à Genève et à Zurich doivent faire la queue pendant des heures pour un colis de nourriture et n'ont pas accès à l'aide sociale. Et qu'un quart de la population ne peut pas voter pour savoir si un bâtiment scolaire peut être construit dans son village – juste parce qu'elle a le mauvais passeport. Mais ce n'est pas seulement la colère, c'est aussi l'espoir que nous sommes ceux qui apportent le changement. Nous assistons actuellement à un mouvement mondial qui plaide pour plus de démocratie. Mattea est impliqué dans les Sans-Papiers car il est important qu'il y ait des points de contact pour ceux que l'Etat ignore. Les médias ne cessent de répéter que le PS devrait se taire au sujet des réfugiés et des sans-papiers, parce qu'ils ne peuvent pas gagner un seul centime. C'est complètement faux ! Nous ne sommes pas silencieux. Parce que nous faisons une politique sociale-démocrate pour toutes et tous sans privilège. Ensemble, nous ferons avancer le PS.

Cedric Wermuth répond aux questions qui lui ont été posées. Partout où il va au sein du parti, il s'agit de répondre au besoin de plus de ressources pour le travail du parti - maintenant aussi dans les questions ainsi que dans les objectifs annuels du PS Migrant-e-s. Il prend cela comme un compliment : il est positif pour le PS qu'il y ait tant d'attentes à son égard. Cédric se présente aussi brièvement. Il vient d'une famille marquée par des expériences de migration. Sa mère est originaire de Suisse romande. Elle est venue en Argovie depuis Lausanne – il y avait une culture complètement différente. Autant plus elle s'est impliquée. Son père vient d'Italie et pendant des années, il n'a été que Tschingg en Suisse. Il a dû se battre pour sa place. À 62 ans, il a perdu son emploi à la suite de la crise financière. Toute son expérience n'a servi à rien. Après 40 ans de travail, il a été confronté à une entreprise qui lui a dit qu'il n'était plus nécessaire. Dans cette situation, le père de Cédric aurait pu éprouver du ressentiment envers les personnes qui étaient censées lui retirer son emploi. Mais il a réagi différemment et a rejoint le PS. Il n'a pas blâmé ceux qui ont encore moins à dire, mais il a

choisi une politique visant à responsabiliser tout le monde. Le PS Migrant-e-s constitue ici une plateforme importante, où les personnes concernées peuvent parler de leurs propres problèmes.

Mustafa remercie tous les deux. Les deux sont des spécialistes pour la question de la migration. Dans le même esprit, en tant que coprésidente, Cédric a contribué à réactiver la Commission des migrations et de l'intégration du PS Suisse, qui s'était endormie.

Franco Castrovillari : Le PS a-t-il des réponses sur la manière de procéder en matière de politique européenne après le vote sur « l'initiative de limitation » de l'UDC ?

Arber Bullakaj : Le PS Migrant-e-s Suisse est bien établi, mais dans certains partis et sections cantonales, la sensibilisation est encore faible sur la manière de donner à la population migrante une voix politique forte à l'intérieur et à l'extérieur du parti. Que comptent faire Cédric et Mattea pour décliner leur vision au niveau des sections locales et cantonales ?

Mattea (à Franco) : L'Europe a différents visages : parfois elle est un rempart contre les réfugiés, en même temps que nous devons à l'Europe la libre circulation des personnes – un grand droit de liberté. Mattea est sûr que nous allons gagner le vote. Ensuite, le Conseil fédéral doit enfin présenter des solutions à la question européenne. Le PS demande notamment que la Suisse contribue financièrement au plan de relance de l'UE.

Cédric ajoute (à Franco) : Les sondages sont bons, mais il reste crucial que tout le monde aille effectivement voter. Nous devons donc continuer à nous mobiliser pour le Non. Dans le débat sur l'accord-cadre entre la Suisse et l'UE, il importe de rappeler qu'il ne s'agit pas seulement de l'accès au marché pour notre économie, mais aussi de nos libertés et de nos droits sociaux. Il est inacceptable que le Conseil fédéral ignore tout simplement l'appel du Parlement à ouvrir rapidement des négociations sur la pleine association de la Suisse au programme Erasmus pour l'échange d'étudiants, d'apprentis et de jeunes professionnels à l'échelle européenne. En particulier dans la phase actuelle d'incertitude, la perspective européenne des jeunes ne doit pas être restreinte.

Mattea (à Arber) : Nous avons tous décidé, à un moment donné, de rejoindre le PS afin de faire la différence sur le plan politique. Ici, le PS Migrant-e-s jouent un rôle décisif. Beaucoup deviennent membres du PS Migrant-e-s et seulement plus tard membres du PS. À Winterthur, nous avons créé une section du PS Migrant-e-s. Résultat : au moins trois d'entre eux ont été élus au parlement de la ville, car cette section était très active et constituait un lien crucial avec les différentes communautés. Ce modèle doit être poursuivi. Cependant, le PS Suisse n'est pas un interlocuteur approprié au niveau des sections. Nos contacts sont les partis cantonaux. Mattea veut y travailler avec Cédric.

Cédric ajoute (à Arber) : Honnêtement, il ne peut pas promettre qu'ils peuvent tout résoudre en tant que coprésidence. En fin de compte, nous ne pouvons le faire qu'ensemble. L'élection de Mustafa Atici au Conseil national a envoyé un signal important. Cet exemple de Bâle montre aux autres partis cantonaux comment et que nous pouvons réaliser quelque chose.

Mirjam Werlen fait référence à notre demande de faciliter la naturalisation et la reconnaissance des diplômes d'autres pays. Que proposez-vous pour que nous puissions progresser dans ce domaine ?

Emmanuel Deonna remercie tous ceux qui défendent le PS Migrant-e-s. Nous avons accompli beaucoup de choses. Cela vaut la peine de continuer. Il a une question sur la solidarité internationale. Comment le PS peut-il être à nouveau perçu comme une force internationaliste ?

Cédric (à Mirjam) : Il s'agit tout d'abord d'augmenter la représentation de la population migrante en politique, de devenir un exemple visible pour les autres, de montrer que les migrants peuvent s'imposer dans notre pays, comme l'a fait Mustafa. De cette manière, nous ferons progresser les droits

de la population migrante en Suisse dans son ensemble, comme l'ont fait les femmes. Je vois beaucoup de parallèles entre le mouvement pour l'égalité des sexes que les femmes du PS font avancer et le mouvement pour l'égalité des sexes qui est représenté par le PS Migrant-e-s.

Cédric (à Emmanuel) : La solidarité internationale est bien sûr un sujet important pour le PS. Nous défendons une place financière compatible avec le monde et la responsabilité sociale des multinationales. Avec le PS Europe, nous nous engageons en faveur d'une Europe sociale. Les droits de l'homme nous montrent toujours la voie.

Mattea (ajoute à la question d'Emmanuel) : Pour moi, la solidarité internationale signifie que nous ne rejetons pas les réfugiés à la frontière. Nous sommes un seul monde. Nous devons faciliter la naturalisation, reconnaître les diplômes des autres pays et garantir un salaire égal pour un travail égal à tous ceux et celles qui travaillent en Suisse. La politique ne se déroule pas seulement au Parlement, mais aussi dans la société et dans la rue, où nous devons faire campagne pour nos revendications - à savoir aussi pour notre demande d'introduction du ius solis, c'est-à-dire quiconque naît ici reçoit automatiquement la citoyenneté et peut voter et élire. Nous sommes favorables à la lutte pour le droit de vote pour toutes et tous, étape par étape, d'abord au niveau communal, puis au niveau cantonal. Nous échouerons encore et encore avec cette exigence, mais nous ne devons pas nous décourager et continuer à le faire, comme l'a fait le mouvement pour le droit de vote des femmes. Elle s'est battue pour le droit de vote des femmes pendant plus d'un demi-siècle et ne s'est pas laissée décourager - c'est le grand modèle du droit de vote pour toutes et tous, y compris pour tous ceux et toutes celles qui n'ont pas (encore) de passeport suisse.

4. **Rétrogradation du droit de séjour en raison de l'aide sociale : quelles possibilités politiques d'action ?**

Osman Osmani : Nous traitons depuis quelque temps le problème de la dégradation du droit de séjour en raison de l'aide sociales. Nous avons tenu des auditions à ce sujet en décembre 2019 au sein de la commission spécialisée, nous en avons discuté en détail lors de notre Conférence des délégué-e-s en février et nous avons ensuite présenté notre résolution à l'Assemblée des délégué-e-s du PS Suisse, qui a été élaborée par un groupe de travail du PS Migrant-e-s. Une fois que l'AD du PS a approuvé notre résolution, les positions politiques sont essentiellement clarifiées. Il s'agit maintenant de développer ensemble des projets politiques efficaces afin d'agir contre ces déclassements inacceptables. Malheureusement, les cantons et le Département de la justice, dirigé par Karin Keller-Suter, ne sont pas inactifs non plus. Au contraire, ils travaillent à un nouveau resserrement. Nous avons invité un expert pour nous expliquer les derniers développements. Il s'agit de Kurt Zubler, chef du groupe parlementaire du PS au Parlement de Schaffhouse et co-président du comité de la Conférence suisse des délégués à l'intégration. Il nous présentera le cadre politique actuel. Ensuite, nous travaillerons ensemble dans des groupes de travail pour élaborer des propositions sur la meilleure façon de procéder politiquement.

4.1 **Discours de Kurt Zubler, chef du groupe parlementaire du PS au Parlement de Schaffhouse, co-président du comité de la Conférence suisse des délégués à l'intégration**

Avec la nouvelle Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI), des réglementations très mauvaises sont entrées en vigueur le 1er janvier 2018 en ce qui concerne le droit de séjour et le 1er janvier 2019 en ce qui concerne la naturalisation. Il ne sera pas facile de contrer cela. Comme Mattea l'a expliqué précédemment en ce qui concerne notre demande de ius solis, nous ne devons pas nous laisser décourager par les revers. Abandonner n'est pas une option. Nous devons plutôt continuer à poser nos exigences, car les enjeux sont très élevés.

Avant la révision, la loi était appelée « loi sur les étrangers », maintenant elle est appelée « loi sur les étrangers et l'intégration » LEI. Il est en fait gratifiant que le titre de la loi fasse maintenant référence à quelque chose de positif. Mais la loi ne concerne pas la cohabitation. Il s'agit plutôt d'un instrument

de mesure : jusqu'où quelqu'un est-il intégré ? La loi prétend que l'intégration dépend uniquement de la personne en question et n'a rien à voir avec ses ressources. Un tel outil de mesure est complètement à côté de la plaque. Chaque personne se trouve dans un endroit différent et a des possibilités très différentes. Beaucoup de bonnes choses ont déjà été mises en évidence avec notre résolution prenant position contre les dégradations. Mais il faut que je vous réveille : Les autorités responsables font tout ce qu'elles peuvent pour aggraver la situation. C'est d'autant plus important que nous nous y opposons maintenant. Tout cela remonte à l'innommable initiative sur le renvoi de l'UDC de 2010. Cela a eu un impact majeur sur la législation. En ce qui concerne la mise en œuvre de l'initiative, le PLR a demandé en 2014, dans une [motion](#), d'interdire le recours à l'aide sociale pour les immigrés en provenance d'Etats tiers qui arrivent en Suisse (c'est-à-dire sans les pays de l'UE/AELE). Plus précisément, le PLR a exigé que les immigrés de pays tiers soient exclus de l'aide sociale pendant trois à cinq ans après leur entrée en Suisse (ce qui est tout simplement inconstitutionnel, car l'article 12 de la Constitution fédérale prévoit un droit à l'aide sociale). Le Parlement a rejeté cette demande extrêmement discriminatoire en tant que telle. Cependant, après quelques allers-retours, le Conseil des États a adopté la demande en tant que demande d'examen ([postulat](#)). En 2019, le Conseil fédéral a présenté [un rapport](#) très complet à ce sujet. Il contient de nombreuses données statistiques sur le montant de l'aide sociale que les cantons versent aux immigrants de quels pays tiers et en déduit 20 possibilités d'action sur la manière dont les ressortissants de pays tiers pourraient être exclus de l'aide sociale. Un groupe d'experts a ensuite examiné ces options. Le groupe d'experts était très large, avec des spécialistes de tous les niveaux de gouvernement et d'expertise. Kurt était également membre. La majorité des experts ont rejeté les propositions. La nouvelle directrice du DFJP, la conseillère fédérale Karin Keller-Suter, a cependant passé outre la recommandation négative de son propre groupe d'experts. Trois ans plus tôt, en tant que membre du Conseil des États, elle avait déjà plaidé pour l'arrêt de l'aide sociale aux ressortissants de pays tiers. Elle a soumis des propositions correspondantes au Conseil fédéral, qui les a malheureusement acceptées le 15 janvier 2020 (voir [communiqué de presse](#)). Malheureusement, l'orientation désastreuse de cette décision n'a pas été reprise par les médias. Il n'y a pas eu de discussion publique à ce sujet jusqu'à présent. Nous devons nous réveiller maintenant ! Il est important de prendre position contre ces propositions à un stade précoce :

- le DFJP veut que les personnes admises à titre provisoire seront placées dans une situation moins favorable en ce qui concerne l'assistance sociale ;
- le DFJP veut qu'il sera plus facile de révoquer les permis de séjour en cas de recours à l'aide sociale ;
- Le DFJP veut que l'aide sociale pour les personnes titulaires d'une autorisation de séjour sera généralement limitée pendant les trois premières années de séjour en Suisse. Pour Kurt Zubler, il est clair que cette mesure est totalement contre-productive du point de vue de l'intégration. Si aucune aide sociale n'est versée pendant les trois premières années de résidence, les chances de réussite de l'intégration diminuent rapidement. Les premières années de résidence en Suisse sont cruciales pour une intégration réussie. Nous ne pouvons pas exclure les gens de la vie sociale pendant trois ans et espérer qu'ils puissent y participer avec succès par la suite ;
- Le DFJP veut que les données statistiques sur la perception de l'aide sociale par les ressortissants de pays tiers seront plus étroitement liées et évaluées – toujours dans le but de faciliter l'introduction de nouveaux obstacles ;
- Le DFJP a déjà introduit une procédure d'approbation visant à orienter les cantons libéraux vers une voie répressive. C'est particulièrement mauvais. Les cantons qui prolongent l'autorisation de séjour des ressortissants de pays tiers, même s'ils bénéficient de l'aide sociale, doivent désormais obtenir l'accord du SEM. Le canton doit donc soumettre un rapport au SEM et faire approuver la prolongation du permis de séjour par le SEM. Cette procédure d'approbation ne s'applique que

si le canton prolonge une autorisation de séjour, mais pas s'il refuse de le faire. L'unification sert donc exclusivement à la discipline vers le bas : le SEM doit empêcher les cantons de disposer d'une généreuse marge de manœuvre. Cette mesure a déjà été introduite – elle est passée complètement inaperçue ;

- Le DFJP veut harmoniser la notion de « coûts de l'aide sociale » entre les cantons afin d'**aggraver la situation aussi avec l'instrument** de cette définition. Dans le canton de Berne, par exemple, la loi stipule que les mesures d'intégration ne comptent pas comme une aide sociale. Dans ses lignes directrices, l'Office des migrations précise toutefois que les mesures d'intégration relèvent également de l'aide sociale. L'aide sociale doit être intégralement remboursée pour pouvoir être naturalisée ou pour prolonger le séjour. Si les dépenses pour les mesures d'intégration sont également qualifiées d'aide sociale, cela peut augmenter le montant à rembourser de plusieurs dizaines de milliers de francs. Cette question de définition fait donc une énorme différence. L'idée maîtresse de la définition unifiée est de rendre les obstacles plus difficiles à franchir dans tous les cantons et de forcer les cantons plus libéraux à adopter une attitude répressive. Le principal effet sera que les personnes touchées par la pauvreté ne participeront plus aux cours d'intégration : pas de cours de langue, pas d'informations sur la vie quotidienne et la vie en Suisse, rien, car la participation à ces cours sera à l'avenir considérée comme une aide sociale et constituera un obstacle à la prolongation du statut de résident. C'est profondément contre-productif, car les personnes en situation de pauvreté, qui seraient particulièrement dépendantes de ces cours, les éviteront de peur que cela soit interprété comme une aide sociale et qu'elles mettent en danger leur statut de résident ;
- Le DFJP veut que les municipalités doivent désormais informer régulièrement les autorités de migration sur la réception de l'aide sociale. Cette mesure vise également à rendre plus précaire le statut de séjour des personnes bénéficiant de l'aide sociale : ce n'est pas la pauvreté qui est combattue, mais les personnes touchées par la pauvreté ;
- Le DFJP veut qu'à l'avenir, la réception de l'aide sociale par les ressortissants de pays tiers sera également enregistrée dans le **Système d'information central sur la migration (ZEMIS)**, qui est géré par le SEM. Les ressortissants de pays tiers seront ainsi transformés en citoyens transparents et privés de leur droit à leurs propres données – tout cela pour que le SEM puisse intervenir plus facilement si une municipalité ou un canton veut utiliser les pouvoirs discrétionnaires existants en faveur des ressortissants de pays tiers.

La majorité de la commission d'experts a rejeté toutes ces détériorations, mais les offices cantonaux de migration et le SEM y ont été favorables. À l'extérieur, on a dit par euphémisme qu'il n'y avait pas d'avis unanime en ignorant que pratiquement tous les experts aient rejeté les nouvelles mesures.

Kurt Zubler regrette que le PS, et en particulier le groupe parlementaire PS, n'ait pas encore fait face à cette évolution catastrophique et n'en ait guère fait la publicité. Cette évolution est en cours et nous devons enfin tourner la roue !

Osman Osmani remercie Kurt Zubler pour cette information impressionnante et choquante et ouvre la discussion à ce stade.

Franco Castrovillari : Les ressortissants de l'UE sont-ils également concernés par la nouvelle procédure d'approbation du SEM ? Comment ces questions sont-elles réglées dans l'accord sur la libre circulation des personnes ? Franco souligne qu'il a connaissance de cas dans lesquels, malheureusement, des ressortissants de l'UE/AELE ont également été touchés par un déclassement en raison de l'obtention de l'aide sociale.

Kurt Zubler : Toutes mes remarques ont porté uniquement sur les ressortissants de pays tiers, c'est-à-dire les ressortissants de pays non membres de l'UE/AELE. Sur le plan juridique, l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE interdit tout lien entre l'aide sociale et le séjour

et place les ressortissants de l'UE/AELE sur un pied d'égalité avec les ressortissants suisses en ce qui concerne les questions de sécurité sociale et d'aide sociale. Cependant, Kurt est également au courant de cas tels que ceux décrits par Franco. Il est évident que Karin Keller-Suter et le SEM tentent d'étendre cette stratégie de précarisation à tous, y compris aux ressortissants de l'UE et de l'AELE.

Mustafa Atici a beaucoup remercié Kurt pour son importante présentation. La conseillère nationale du PS et vice-présidente du groupe parlementaire Samira Marti a déposé déjà en juin 2020 une [initiative parlementaire](#) intitulée « La pauvreté n'est pas un crime », qui demande l'exclusion de tout lien entre le statut de séjour et le recours à l'aide sociale. Si cette initiative trouve une majorité, tous les resserments prévus que Kurt nous a maintenant expliqués deviendraient caducs. Nous envisageons de donner à cette initiative parlementaire une impulsion publique sous la forme d'une campagne. Cependant, nous devrions également examiner de plus près le niveau cantonal et promouvoir la discussion au niveau local. S'il reste des questions sans réponse au sein de la délégation du PS à la Commission des institutions politiques (CIP), qui est responsable de ces questions, nous serons très heureux de revenir sur l'offre de soutien de Kurt Zubler.

Halua Pinto de Magalhães exprime sa surprise face à la quantité d'énergie qui est mise en œuvre pour rendre la vie extrêmement difficile à très peu de gens.

Kurt Zubler confirme cette observation. Ces mesures visent un groupe relativement restreint de personnes parmi les plus faibles de notre société. [AvenirSocial](#), l'association professionnelle du travail social, a récemment étudié les chiffres avec Caritas dans l'Almanach social 2020 « Quand l'aide sociale évoluera ». L'aide sociale est soumise à une forte pression depuis quelques années et est progressivement restructurée en violation des droits fondamentaux des personnes concernées – bien qu'en fin de compte, il s'agisse d'un nombre relativement faible de personnes touchées et de peu d'argent.

Emmanuel Deonna se souvient des photos de centaines, voire de milliers de personnes faisant la queue pour des colis alimentaires à Genève. Cela a sérieusement porté atteinte à la réputation de la Suisse. Beaucoup renoncent apparemment à l'aide sociale et se tournent vers l'aide caritative par crainte de perdre leur statut de séjour. Les sans-papiers sont aussi complètement en armes.

Kurt Zubler : Oui, les sans-papiers sont les plus marginalisés de tous, car selon la loi, ils ne sont pas autorisés à être ici. Leur précarité est désormais étendue aux ressortissants de pays tiers par les nouvelles mesures. La crise de la Corona a fait peur à beaucoup de gens et ils ne veulent pas attirer l'attention. Il est donc d'autant plus important que nous scandalisons cette évolution.

Osman Osmani clôt la discussion à ce stade. Malheureusement, l'ensemble a un système. Les partis de droite sont très bien coordonnés. Malheureusement, il n'y a pas de grande alliance de notre côté. Tout est divisé en secteurs : le secteur de l'asile, le secteur des pays tiers, le secteur des ressortissants de l'UE/AELE, les membres de la famille, la troisième génération, etc. La droite construit son système répressif sur le principe « diviser pour régner » (« divide et impera »). Il leur est donc difficile de reconnaître leurs intérêts communs et de se serrer les coudes. C'est à nous de voir clair dans cette lutte de classe intensifiée par les dominants et de nous opposer à cette législation.

4.2 Quelle est la meilleure approche politique ? Élaborer des propositions dans des groupes de travail
4 groupes de travail sont constitués. L'objectif de ces groupes est de rassembler des options politiques sur la meilleure façon de contrer et d'arrêter cette évolution fatale.

4.3 Travail dans les groupes

Les quatre groupes de travail élaborent des propositions et les consignent sur des affiches.

4.4 Compilation des propositions de projets politiques

Arber Bullakaj (porte-parole du groupe 1) : Pour notre groupe, il est essentiel de faire connaître des cas concrets, de les scandaliser et, sur cette base, de construire un mouvement de défense des

droits civils. Il semble que nous ne pourrions pas former de majorité au niveau national, car beaucoup de choses sont déjà réglées dans la loi sur les étrangers et l'intégration (LEI). Il est donc d'autant plus important que nous commencions maintenant dans les cantons. Nous pouvons élaborer des propositions modèles qui peuvent être mises à la disposition des groupes PS dans les parlements cantonaux afin qu'ils puissent les adapter à leur propre situation et les soumettre. Une demande centrale concerne l'abolition de la discrimination à l'égard des ressortissants de pays tiers. Cela est également important sur le plan politique, afin que les ressortissants des pays de l'UE/AELE fassent preuve de solidarité avec les ressortissants de pays tiers. Nous devrions également travailler sur une terminologie claire. Le processus juridique s'y prête. En règle générale, les tribunaux ont tendance à être de notre côté. De cette manière, l'équité a plus de chances d'être garantie. Toutefois, l'expérience montre que de nombreux migrants sont réticents à porter plainte et à engager des poursuites. C'est à nous d'expliquer que la Suisse est un État de droit et que cela vaut la peine d'aller devant les tribunaux. Les gens doivent commencer à se défendre. Cela nécessite un encouragement et un accompagnement de notre part. Nous devrions également mettre en place un système de contrôle afin de pouvoir montrer la nature structurelle de la discrimination.

Halua Pinto de Magalhães (porte-parole du groupe 2) : Nous avons constaté que la loi est ostensiblement dirigée contre les ressortissants de pays tiers, mais politiquement, c'est un signal contre tous les migrants. Les autorités cantonales appliquent ces principes juridiques à l'encontre des ressortissants des pays de l'UE/AELE également. En fin de compte, il s'agit d'intimider tous les migrants. Nous devons informer les gens et les soutenir lorsqu'ils reçoivent une lettre du SEM, par exemple parce qu'ils sont au chômage : Ils ne doivent pas se figer dans la peur, mais obtenir de l'aide et se défendre. Nous devrions nous informer et avoir une meilleure vue d'ensemble de ce qui se passe. Il y a aussi des questions juridiques et il faut respecter la protection des données. Une demande importante pourrait être la création d'un bureau de médiation (« Ombudsman ») où les personnes concernées pourraient obtenir des conseils et de l'aide. Nous devrions également dresser des listes d'avocats qui offrent une assistance juridique dans ces affaires. La meilleure chose à faire serait une initiative populaire visant à abroger toutes ces nouvelles dispositions. Mais cela n'est guère réaliste : la collecte de signatures constituerait déjà un énorme défi, et la perspective de gagner une majorité du peuple et des cantons dans la votation serait plutôt mince. Il est donc d'autant plus important de renforcer notre lobbying et de créer plus de publicité. Les alliés importants sont l'Association des villes et d'autres associations intercantionales. Ils peuvent contribuer à une harmonisation dans le sens que nous souhaitons. Les villes sont pour nous les alliés potentiels les plus importants, car les migrants vivent souvent dans les villes et ils ont de bonnes expériences avec elles. Nous devons donc intensifier notre travail de sensibilisation au niveau cantonal et régional.

Rose Lièvre (porte-parole du groupe 3) : Notre groupe s'est concentré sur les questions de formation et d'accès à un emploi rémunéré. De nombreux immigrants disposent de grandes ressources et de compétences qu'ils ne peuvent pas vraiment faire fructifier une fois arrivés en Suisse. Si nous progressons dans ce domaine, les gens seront moins susceptibles de devenir dépendants de l'aide sociale avec toutes ses conséquences négatives. Nous devons donc exiger que les migrants puissent présenter des lettres de candidature *weiterbi* anonymes, qu'ils aient accès à la formation continue et qu'il existe des offres de rattrapage de l'éducation de base. Tout cela est crucial pour accéder au marché du travail et pouvoir bien vivre. Malheureusement, en ZH, LU et dans d'autres cantons, il est très difficile de suivre et d'être soutenu dans les cours de langue. Dans la crise actuelle de la Corona, les migrants ont souvent été les premiers à être licenciés. Cela a également beaucoup à voir avec la formation. Car seule l'éducation permet de se défendre – par exemple en cas de licenciements injustifiés. Notre groupe 3 a également discuté en détail de la répartition du droit de séjour entre différents groupes. Il est très important que chacun puisse immigrer en Suisse et y rester dans les mêmes conditions. Aujourd'hui, les Sans-Papiers sont en bas de la liste, et les ressortissants de

pays tiers sont également très loin en bas de la liste. Ceux de l'UE/AELE semblent être les moins touchés par la précarité. Mais en fin de compte, les lois en discussion sont également dirigées contre eux. Nous devons exiger l'égalité des droits pour toutes et tous. Je sais que c'est politiquement très difficile à faire passer, mais c'est néanmoins important en tant que demande.

Emmanuel Deonna (porte-parole du groupe 4) : Il faut toujours insister : Le droit à l'aide sociale est inscrit dans la Constitution fédérale et constitue un droit de l'homme. Tout le monde a le droit de gagner sa vie. Il s'agit d'un droit fondamental qui s'applique à tous. Il est donc d'autant plus important de dénoncer l'inégalité de traitement des ressortissants de pays tiers par rapport à ceux de l'UE/AELE. Politiquement, nous irons plus loin si nous recueillons des cas concrets de personnes qui ont été déclassées parce qu'elles recevaient une aide sociale. Nous devons les informer de leurs droits, les encourager et les accompagner pour qu'ils se défendent. Nous devons également en faire part aux médias. Cette stratégie de précarisation ne doit pas rester quelque chose d'abstrait, mais doit recevoir un nom et un visage dans la sphère publique et rendre possible l'empathie. C'est la seule façon d'atteindre la société civile. Nous devrions nous informer mutuellement des bonnes expériences, les échanger entre nous et également collecter les meilleures pratiques au niveau administratif et entre les municipalités.

Osman Osmani : Merci beaucoup pour la discussion très fructueuse et les bonnes suggestions. Le Présidium les recevra, les résumera et les présentera à nouveau à la prochaine Conférence des délégué-e-s afin que nous puissions y définir nos priorités. Nous devons devenir plus puissants dans ce domaine et contrer par de bonnes actions politiques.

5. Crise du Coronavirus – plan d'action du PS Migrant-e-s suisse

5.1 **Présentation du projet de notre plan d'action**

Mustafa Atici : certains d'entre vous veulent monter dans leur train à l'heure. C'est pourquoi nous voulons avancer dans ce sujet. Nous avons largement diffusé le plan d'action Corona auprès de nos membres en juin et avons demandé que des propositions de révision soient soumises. À ce jour, aucune demande n'a été reçue. Il semble que le projet convient. Le groupe PS à l'Assemblée fédérale a également longuement discuté de notre plan d'action Corona. Des motions parlementaires ont été déposées tant au niveau fédéral que dans certains cantons. Mustafa a soumis une [interpellation](#) au Conseil national pour que les migrants soient informés dans leur langue maternelle. Beaucoup d'entre eux reçoivent des informations erronées à grande échelle via les médias sociaux. Nous devons lutter contre cela – pour protéger notre santé ! – Nazan Walpoth, co-président du PS Migrant-e-s Berne et Urim Deva, membre du comité du PS Migrant-e-s Bâle ont traité en profondeur le thème de l'information sanitaire pour la population migrante et vont nous faire part de leurs expériences.

Nazan Walpoth : En plus de mon engagement auprès du PS Migrant-e-s, je suis médecin, cardiologue, président de l'Association suisse-turc des médecins (STAV) et nouveau membre du Grand Conseil du PS dans le canton de Berne. Au tout début de la crise de Corona, j'ai reçu de nombreuses demandes de renseignements. La population a été submergée par la situation, surtout ceux qui, pour des raisons linguistiques ou autres, ne lisent pas les médias, étaient complètement désemparés. À cette époque, j'étais pratiquement bombardé de questions via WhatsApp. En tant que cardiologue, je ne suis pas spécialiste des maladies infectieuses, je devais donc m'informer au préalable. Afin d'accélérer les choses, je n'ai pas distribué mes informations sous forme écrite, mais sous forme de petits messages vocaux via WhatsApp. Ces podcasts se répandent rapidement d'eux-mêmes. Soudain, j'ai entendu ma voix à la radio. Je n'en savais rien : le journaliste de langue turque a inventé des questions et a édité mes informations diffusées via WhatsApp pour en faire des « réponses ». Je suis donc soudainement devenu une « experte » de la crise du corona pour la communauté turque en Suisse et au-delà. Mes informations sur la santé ont fini par être diffusées dans toute l'Europe et même en Turquie – la plupart du temps sans que j'en étais informée... – Nous pouvons apprendre

de cette expérience d'un point de vue politique : les personnes clés qui connaissent bien à la fois une langue nationale suisse et une langue d'origine des migrant-e-s sont essentielles. L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) est en effet super. Dès le début, il a fourni beaucoup d'informations dans de nombreuses langues ; sur le site de l'OFSP, on trouve des dépliants et des messages vidéo dans de nombreuses langues (voir <https://ofsp-coronavirus.ch/> – cliquez sur l'icône du globe dans le coin supérieur droit). Mais : cette information n'a pas atteint les gens. Beaucoup ne savent pas où trouver ces informations. Les migrants bien formés parlent une langue nationale suisse en plus de leur langue d'origine. Mais il y en a beaucoup qui n'en ont pas, ou qui ont des difficultés à comprendre les textes écrits. J'ai donc pris contact avec l'OFSP et lui ai dit : je peux aider, en tant que Turc, et mettre des dépliants en turc dans les magasins concernés. Mais cela ne suffit pas. L'OFSP ne sait pas qui parle quelle langue, n'a pas de base de données avec les adresses e-mail et n'a pas d'argent pour les affiches. Je me suis donc adressé à l'association médicale STAV, qui était prête à faire imprimer les affiches. Mais même cela n'est pas suffisant. Des canaux d'accès sont nécessaires. J'en ai compilé quelques-uns (voir diapositive) : médias de la population migrante, lettres, courriers électroniques, contacts directs, radio, médias sociaux, magazines, portails web, télévision dans les langues concernées, associations, communautés religieuses, magasins, restaurants où les gens se rencontrent. Le plus important est d'avoir des personnes clés, c'est-à-dire des personnes qui ont les compétences linguistiques nécessaires et qui sont crédibles. Ces personnes clés sont indispensables pour garantir que les informations sur la santé parviennent effectivement à la population. En Suisse, il existe une cinquantaine de médias en langue étrangère, publiés régulièrement, qui peuvent diffuser nos informations. Les textes doivent être aussi simples que possible et signés avec un nom. Une personne clé ne doit pas nécessairement être un spécialiste lui-même, mais elle doit avoir accès à des informations fiables. La radio est très populaire, tout comme les messages vocaux sur WhatsApp. Je suis soudain devenue une star de la télévision. J'ai également été interviewée par des chaînes de télévision dont je n'aurais jamais attendu cela en tant que membre de gauche du Grand Conseil – via Skype même par des chaînes de télévision de la Turquie, qui sont consommées intensivement par la communauté ici en Suisse également. Ça a marché, j'ai eu beaucoup de retours. Les gens sont très réceptifs à des conseils concrets et à des informations fiables. C'est ainsi que la confiance peut être établie et les contacts approfondis. Les associations sont très importantes. Elles peuvent proposer des événements d'information. J'y parle de santé, mais aussi de sujets politiques. Cela n'est possible que si la confiance a d'abord été établie. Les responsables des associations doivent me connaître et me faire confiance. Le travail relationnel est essentiel, les contacts personnels sont la seule façon de créer la confiance. J'ai ressenti une grande gratitude. Cela m'a motivé. Faites-en de même !

Urim Deva : Les compétences en santé (aussi : « littératie en santé ») est essentielle, y compris chez les migrants. L'OFSP définit la [littératie en matière de santé](#) comme « la capacité des individus à prendre des décisions dans leur vie quotidienne qui ont un impact positif sur leur santé ». L'Urim montre [un film Youtube de l'UE](#) sur l'éducation à la santé. Il montre que dans l'UE, environ 40 % de la population ne comprend pas ce que dit et recommande son médecin. L'OFSP a réalisé une étude similaire en Suisse. Il a montré que 10 personnes sur 100 ont une excellente connaissance de la santé, 36 ont une connaissance adéquate de la santé, 45 ont une connaissance problématique de la santé et 9 sur 100 ont une connaissance inadéquate de la santé. Les personnes ayant des difficultés financières, peu actives dans le sport, les personnes âgées et celles ayant un faible niveau d'éducation – la population immigrée est surreprésentée dans tous ces groupes de quelque 4 % de plus – ont souvent un faible niveau de connaissances en matière de santé. Dans ce contexte, le canton de Bâle-Ville a mis en place un dialogue sur la santé qui inclut également des aspects culturels et identifie les personnes particulièrement vulnérables. L'Urim participe à ce dialogue en tant que représentant du PS Migrant-e-s. L'objectif est d'identifier les services d'information et les groupes cibles et d'élaborer des propositions d'intervention pour

accroître les compétences en santé. La langue est un sujet central, car de nombreuses personnes sont submergées par les termes techniques – non seulement ceux de la population migratoire, mais de toute la « communauté à risque ». En bref : le thème de l'éducation à la santé est nouveau et nécessite encore beaucoup d'efforts et de sensibilisation pour progresser. Mais cela devrait également être repris par les migrant-e-s du PS : D'autres villes et cantons devraient également être appelés à des initiatives telles que celle que nous avons lancée à Bâle.

L'Urim serait heureux si le PS Migrant-e-s pouvait accepter la création d'un « groupe de travail sur la santé », qu'il dirigerait avec Nazan (une feuille est distribuée pour que les personnes intéressées puissent s'y inscrire).

Décision de la Conférence : Le plan d'action et la création du « groupe de travail sur la santé » ont été approuvés à l'unanimité.

6. Rapport d'activité du PS Migrant-e-s 2019–2020. Approbation

Mustafa présente le rapport d'activité 2019–2020. Il montre que les candidats du PS issus de la migration étaient bien représentés sur les listes des partis cantonaux pour les élections du Conseil national. Notre intervention précoce a fonctionné. Nous avons fait quelques progrès dans la mise en place de sections cantonales et régionales du PS Migrant-e-s, mais il reste encore beaucoup à faire. Mustafa appelle également à l'élan final de la campagne référendaire sur l'initiative de limitation, pour laquelle nous avons préparé des dépliants et des modèles pour les médias sociaux en dix langues.

Décision de la Conférence : Le rapport d'activité 2019–2020 a été approuvé à l'unanimité.

7. Objectifs annuels 2020–2021 du PS Migrant-e-s. Approbation

Mustafa présente les objectifs annuels pour 2020 – 2021. Il a souligné trois objectifs : La promotion de jeunes candidat-e-s est extrêmement importante. Pour réussir les élections de 2023, il ne suffit pas de nommer des personnes juste avant les élections. Cela nécessite un travail de promotion de relève minutieux. Le deuxième objectif est également très important : intensifier à nouveau la campagne de naturalisation. Plus d'un million de personnes remplissent les conditions de délai de séjour pour la naturalisation mais n'en font pas la demande. Cela doit changer avec notre aide. Enfin, nous voulons développer notre propre structure organisationnelle et créer davantage de sections cantonales.

Avant le vote sur les objectifs annuels, Emmanuel Deonna tient à exprimer une nouvelle fois ses sincères remerciements pour le bon travail du PS Suisse et du Présidium du PS Migrant-e-s. C'est une grande réussite, qui mobilise également la base. Nous pouvons ainsi contribuer de manière décisive à donner à la population migratoire en Suisse sa propre voix politique. Nous devrions apprendre davantage les uns des autres. Il y a aussi de bonnes expériences en Suisse romande que nous pouvons transmettre. Malheureusement, le PS Migrant-e-s ne reçoit pas le même niveau de soutien de la part de tous les partis cantonaux, surtout en Suisse romande pas.

Isi von Fink souligne un succès à Bâle-Ville sur le thème de la naturalisation. Une proposition du PS a conduit à la suppression des redevances pour les naturalisations facilitées. En cas d'indigence, il est possible de renoncer à la perception d'émoluments aussi pour la naturalisation ordinaire. L'Isi demande que de telles propositions soient également soumises dans d'autres cantons.

Décision de la Conférence : Les objectifs annuels pour 2020 – 2021 ont été approuvés à l'unanimité.

8. Divers

La prochaine Conférence des délégué-e-s aura lieu le 24 octobre 2020. Nous y élirons, entre autres, les délégué-e-s du PS Migrant-e-s au Comité directeur du PS Suisse [ces deux élections ont dû être reportées depuis lors en raison de Corona...].

La Conférence annuelle aura lieu le 27 février 2021. Là, il sera question d'élections générales. Les candidatures et les nominations doivent être soumises 2 semaines à l'avance, c'est-à-dire avant le vendredi 12 février. Cette information sera également communiquée à tous les membres par courrier électronique.

Emmanuel Deonna propose de discuter du thème des sans-papiers lors de la prochaine conférence. Il existe des expériences intéressantes et encourageantes à Genève. Le Présidium accepte ce souhait et verra quand ce sujet important pourra être inscrit au mieux à l'ordre du jour.

**Jahreskonferenz 2020 der
SP MigrantInnen Schweiz
Conférence annuelle 2020 du
PS Migrant-e-s Suisse**

**Herzlich willkommen in Bern
Bienvenue à Berne**



Parti socialiste
migrant-e-s
Suisse



Sozialdemokratische Partei
MigrantInnen
Schweiz

**Herzlich willkommen in Bern
Bienvenue à Berne**



Traduction canal 2 (FR)



Übersetzung Kanal 6 (DE)



Traktandum | point 0

Begrüssung

Salutation

Rebekka Wyler

Co-Generalsekretärin SP Schweiz

Co-secrétaire générale du PS Suisse



Traktandum | point 1

Françoise Bassand, Vize-Präsidentin / vice-présidente

**Eröffnung der Jahreskonferenz:
Ouverture de la session**

- 1.1 Wahl der StimmzählerInnen
- 1.2 Genehmigung der Geschäftsordnung (S.2)
- 1.3 Genehmigung des Protokolls Jahresversammlung 2019 (S. 3-12)
- 1.4 Genehmigung der Traktandenliste (S.1)

- 1.1 Election des scrutateurs/scrutatrices
- 1.2 Adoption du règlement de l'assemblée (p.2)
- 1.3 Approbation du procès-verbal de l'Assemblée annuelle 2019 (p.3-12)
- 1.4 Adoption de l'ordre du jour (p.1)



Traktandum | point 2

**Rede
Discours**

Mustafa Atici

Präsident SP MigrantInnen Schweiz, Nationalrat BS
Président du PS Migrant-e-s suisse, Conseil national BS



Traktandum | point 3

**SP-PräsidiatskandidatInnen stellen sich vor
Candidat-e-s au présidium du PS Suisse se présentent**

Mattea Meyer

Nationalrätin ZH, Co-Kandidatin
Conseillère nationale ZH, co-candidate



Cédric Wermuth

Nationalrat AG, Co-Kandidat
Conseiller national AG, co-candidat



Traktandum | point 3

**Unsere Fragen an die SP-PräsidiumskandidatInnen
Nos questions aux candidat-e-s au présidium du PS Suisse**

Siehe Tischvorlage Seite 13

Voir livret de documents page 13



Traktandum | point 3

**Unsere Fragen an die SP-PräsidiumskandidatInnen
Nos questions aux candidat-e-s au présidium du PS Suisse**

Weitere Fragen der Anwesenden?

Autre questions des personnes
présentes?



Traktandum | point 4

**Rückstufung des Aufenthaltsrechts
wegen Sozialhilfe-Bezug
Rétrogradation du droit de séjour en
raison de l'aide sociale**

Resolution auf Seiten 14-15 der Tischvorlage
Résolution aux pages 14-15 du livret de documents

Osman Osmani, Vize-Präsident / vice-président



Traktandum | point 4.1

**Referat
Exposé**

Kurt Zubler

SP Fraktionschef Kantonsrat Schaffhausen,
Co-Präsident Vorstand Schweizer. Konferenz der Integrationsdelegierten
chef du groupe PS au Grand Conseil de Schaffhouse,
co-président de la Conférence suisse des délégués cantonal à l'intégration



**Rückstufung des Aufenthaltsrechts wegen
Sozialhilfe-Bezug:**

Welche politischen Handlungsmöglichkeiten?

*Rétrogradation du droit de séjour en raison de l'aide
sociale:*

Quelles possibilités politiques d'action ?

SVP-Ausschaffungsinitiative

vorhergehende und folgende Initiativen

Initiative sur le renvoi de l'UDC

initiatives précédentes et ultérieures

Motion 14.3691 der FDP-Liberale Fraktion «Keine Einwanderung in unser Sozialsystem»

Ziel:

Einwanderer aus Drittstaaten sollen nach der Einreise für eine Anfangszeit von drei bis fünf Jahren von der Sozialhilfe ausgeschlossen werden.

Anlass: Hohe Sozialhilfequote bei Drittstaatsangehörigen

- Annahme durch Nationalrat 2016
- Ablehnung durch Ständerat 2017 (dafür Postulat)

Motion 14.3691 du Groupe libéral-radical «Interdire le recours à l'aide sociale pour les étrangers qui arrivent en Suisse»

L'objectif :

Les immigrants de pays tiers doivent être exclus de l'aide sociale pendant une période initiale de trois à cinq ans après leur entrée.

Motif : Taux élevé d'assistance sociale pour les ressortissants de pays tiers

- Adoption par le Conseil national 2016
- Rejet par le Conseil des Etats en 2017 (mais postulat)

Postulat SPK-S 17.3260 «Kompetenzen des Bundes im Bereich der Sozialhilfe für Ausländerinnen und Ausländer aus Drittstaaten»

«Der Bundesrat wird beauftragt zu prüfen, welche rechtlichen Möglichkeiten bestehen, damit der Bund die Sozialhilfe für Ausländerinnen und Ausländer aus Drittstaaten einschränken oder ausschliessen kann. Zudem wird der Bundesrat beauftragt, die für die Beurteilung solcher Einschränkungen nötigen Daten zu erheben (Nationalitäten von ausländischen Sozialhilfebezügern, ihren Status zum Zeitpunkt der Zuwanderung, Transfer von Sozialhilfegeldern ins Ausland, Vorschläge zur Schaffung von Rechtsgrundlagen zur Datenbeschaffung bei den Kantonen usw.)».

Postulat CIP-S 17.32.60 «Prestations de l'aide sociale octroyées à des ressortissants de pays tiers. Compétences de la Confédération»

«Le Conseil fédéral est chargé d'examiner quelles sont les possibilités offertes par la législation pour restreindre – voire exclure – l'octroi de prestations de l'aide sociale aux ressortissants de pays tiers. Il est en outre chargé de collecter les données visant à procéder à des évaluations concernant ces restrictions (nationalité des étrangers bénéficiant de l'aide sociale, statut de ces personnes à leur arrivée en Suisse, montants que les bénéficiaires de l'aide sociale transfèrent à l'étranger, etc.) et de proposer des bases légales permettant à la Confédération de se procurer les informations nécessaires auprès des cantons. »

Beschluss Bundesrat vom 15. Januar 2020 (1)

Das EJPD wird für die folgenden drei Optionen bis Ende Februar 2021 eine Vernehmlassungsvorlage ausarbeiten (Änderung AIG):

- Präzisierung der Integrationsvoraussetzungen für die Erteilung von Aufenthaltsbewilligungen an vorläufig Aufgenommene in Härtefällen
- Erleichterter Widerruf der Niederlassungsbewilligung bei Sozialhilfebezug (nicht mehr «erheblich und dauerhaft»)
- Einschränkung der Sozialhilfe für Personen mit einer Aufenthaltsbewilligung in den ersten drei Jahren ihres Aufenthalts in der Schweiz

Décision du Conseil fédéral du 15 janvier 2020 (1)

Le DFJP préparera un projet de consultation pour les trois options suivantes d'ici la fin février 2021 (révision LEI) :

- préciser les conditions d'intégration requises pour l'octroi d'une autorisation de séjour aux personnes admises à titre provisoire dans des cas de rigueur ;
- simplifier la révocation de l'autorisation d'établissement en cas de dépendance à l'aide sociale ;
- restreindre l'aide sociale octroyée aux titulaires d'une autorisation de séjour au cours de leurs trois premières années de présence en Suisse.

Beschluss Bundesrat vom 15. Januar 2020 (2)

Das EJPD wird beauftragt, drei weitere Massnahmen direkt umzusetzen (keine Gesetzesänderungen):

- Regelmässige Auswertungen des Bundesamtes für Statistik zum Sozialhilfebezug von Drittstaatsangehörigen durch die Verknüpfung bestehender Daten
- Zustimmungsverfahren SEM für die Verlängerung von Aufenthaltsbewilligungen von Drittstaatsangehörigen, welche erhebliche Sozialhilfekosten verursachen
- Gemeinsame Empfehlungen mit den Kantonen für einen einheitlichen Begriff der Sozialhilfekosten bei der Anordnung ausländerrechtlicher Massnahmen

Décision du Conseil fédéral du 15 janvier 2020 (2)

Le DFJP est mandaté de mettre directement en œuvre (sans révision de la loi) :

- L'Office fédéral de la statistique analyse régulièrement la perception de l'aide sociale par les ressortissants d'États tiers sur la base de données appariées.
- La prolongation des autorisations de séjour de ressortissants d'États tiers qui occasionnent des coûts substantiels en matière d'aide sociale sera à l'avenir conditionnée à l'approbation du Secrétariat d'État aux migrations (SEM)
- Le DFJP élaborera des recommandations en vue d'une harmonisation entre tous les cantons de la notion des coûts d'aide sociale dans le cadre de la prescription de mesures relevant du droit des étrangers.

Beschluss Bundesrat vom 15. Januar 2020 (3)

Das EJPD wird beauftragt, bis anfangs 2022 zwei Optionen, die Verbesserungen beim Datenaustausch zwischen den Behörden verfolgen, vertieft zu prüfen:

- Technische Möglichkeiten für eine regelmässige Abgabe einer Liste mit Sozialhilfebeziehenden an die Migrationsbehörden
- Erfassung des Sozialhilfebezugs von Drittstaatsangehörigen im ZEMIS

Décision du Conseil fédéral du 15 janvier 2020 (2)

Le DFJP a également été chargé d'examiner de manière approfondie, d'ici au début de l'année 2022, deux options visant à

- *des possibilités techniques pour la soumission régulière d'une liste de bénéficiaires de l'aide sociale aux autorités de migration ;*
- *l'enregistrement dans SYMIC des prestations d'assistance sociale versées aux ressortissants de pays tiers*

Traktandum | point 4.2 + 4.3

Rückstufung des Aufenthaltsrechts wegen Sozialhilfe-Bezug

Wie gehen wir politisch am besten vor?

In Arbeitsgruppen Vorschläge erarbeiten bis 12:00 Uhr / dann Mittagspause / Bericht 13:00 Uhr

Rétrogradation du droit de séjour en raison de l'aide sociale

Quelle est la meilleure approche politique?

Élaborer des propositions dans des groupes de travail jusqu'à 12h00 / pause de déjeuner / rapport à 13h00



Lunchpause | pause à midi

Es geht weiter um 13:00 Uhr! | On continue à 13h00

Nutzt die Pause, um weiter zu diskutieren!

Profitez de la pause pour continuer à discuter!



Traktandum | point 4.4

**Rückstufung des Aufenthaltsrechts wegen Sozialhilfe-
Bezug**

**Rétrogradation du droit de séjour en raison de l'aide
sociale**

Präsentation der Resultate der
Arbeitsgruppen

Présentation des résultats des groupes de
travail



Traktandum | point 5

**Corona-Aktionsplan der SP
MigrantInnen Schweiz
Crise du Coronavirus – plans d'action
du PS Migrant-e-s suisse**

Siehe Tischvorlage Seiten 16-17
Voir livret de documents pages 16-17



Traktandum | point 5.1

**Vorstellung Entwurf Aktionsplans
Présentation du projet d'un plan d'action**

Belinda Nazan Walpoth

Co-Präsidentin SP MigrantInnen Kanton Bern, Grossrätin BE
Co-Présidente du PS Migrant-e-s canton Berne, conseillère cantonale BE



Mike Kabongi

Vize-Präsident SP MigrantInnen
Vice-Président du PS Migrant-e-s Suisse

Urim Deva



Co-Präsident SP MigrantInnen Basel-Stadt
Co-Président du PS Migrant-e-s Bâle-Ville



Was heisst Chancengleichheit?
 Welche Bevölkerungsgruppen sind in der Schweiz von gesundheitlicher Ungerechtigkeit besonders betroffen?
 Was wissen wir über die Ursachen?
 Welche Möglichkeiten gibt es, ihre Situation zu verbessern?
 Welche Erfahrungen wurden bis jetzt gemacht?
 Wie waren die Coronavirus Informationen für die Migrationsbevölkerung?

*Que signifie l'égalité des chances ?
 Quels sont les groupes de population en Suisse qui sont particulièrement touchés par l'injustice en matière de santé ?
 Que savons-nous des causes ?
 Quelles sont les possibilités d'améliorer leur situation ?
 Quelles expériences ont été faites jusqu'à présent ?
 Quelles étaient les informations sur le coronavirus pour la population migrante ?*






- Sozioökonomisch benachteiligte, bildungsferne oder fremdsprachige Migrantinnen und Migranten werden mit herkömmlichen Gesundheitsinformationen und -kampagnen oft ungenügend erreicht.
- Dies ist aus Public-Health-Sicht problematisch und **das BAG ist seit längerem bestrebt, dem entgegenzuwirken** und Gesundheitswissen auch schwer erreichbaren Zielgruppen zugänglich zu machen.
- Denn Gesundheitsinformationen und -kampagnen erreichen oft gerade diejenigen nicht, die besonders gefährdet oder verletzlich sind.

• Les migrants défavorisés sur le plan socio-économique ou éducatif ou ceux qui parlent une langue étrangère sont souvent insuffisamment touchés par les campagnes et les informations conventionnelles sur la santé.



• Cette situation est problématique du point de vue de la santé publique, et l'OFSP s'efforce depuis un certain temps de la contrer. L'OFSP prend des mesures pour rendre les connaissances en matière de santé accessibles à des groupes difficiles à atteindre.

• En effet, les informations et les campagnes de santé n'atteignent souvent pas les personnes particulièrement vulnérables ou à risque.

- Gut gebildete MigrantInnen erreicht man i.d.R. mit Deutsch, Französisch oder Englisch sowie mit üblichen Kommunikationsmassnahmen.
- Weniger gebildete MigrantInnen die weder Englisch noch eine der hier gesprochenen Sprachen beherrschen, sind wenig erreichbar mit schriftlichen Informationen manchmal auch nicht in ihrer Muttersprache (Analphabeten).
- Es braucht Schlüsselperson, welche ihnen Informationen mündlich in ihrer Muttersprache weitergeben. D.h. Mündliches sowie persönliche Kontakte haben einen sehr grossen Stellenwert.

- *Les migrants bien formés peuvent généralement être atteints en allemand, en français ou en anglais, ainsi que par les moyens de communication habituels.*
- *Les migrants moins instruits qui ne parlent ni l'anglais ni l'une des langues parlées ici sont moins accessibles avec des informations écrites, parfois même pas dans leur langue maternelle (analphabètes).*
- *Il nous faut des personnes clés qui leur transmettent les informations oralement dans leur langue maternelle. Cela signifie que les contacts oraux et personnels sont très importants.*

1. Welche Kooperationsformen mit Migrantennetzwerken lassen sich in der Gesundheits- und Integrationsförderung vorstellen?
2. Welche Informationskanäle sind für die Migrationsbevölkerung am wichtigsten? Welche Quellen werden für welche Informationen von welchen Bevölkerungsgruppen genutzt?
3. Wie sollten die Behörden die Zusammenarbeit mit Migrantennetzwerken und wichtigen Informationskanälen gestalten? Welche Spannungen und Herausforderungen könnten sich daraus ergeben?

- 1 *Quelles formes de coopération avec les réseaux des migrants peuvent être envisagées en matière de promotion de la santé et de l'intégration ?*
- 2 *Quels sont les canaux d'information les plus importants pour la population immigrée ? Quelles sources sont utilisées pour quelles informations par quels groupes de population ?*
- 3 *Comment les autorités devraient-elles organiser la coopération avec les réseaux de migrants et les principaux canaux d'information ? Quelles tensions et quels défis pourraient en découler ?*

Allgemeine Zugangswege	Voies d'accès générales
Medien der Migrationsbevölkerung	<i>Médias de la population immigrée</i>
Brief und E-Mail	<i>Lettre et courrier électronique</i>
Direkter Kontakt	<i>Contact direct</i>
Radio	<i>Radio</i>
Soziale Medien	<i>Les médias sociaux</i>
Zeitschriften	<i>Journaux</i>
Webportal	<i>Portail web</i>
Fernsehen	<i>Télévision</i>
Schlüsselpersonen	<i>Personnes clés</i>
Vereine	<i>Associations</i>
Glaubensgemeinschaften	<i>Communautés religieuses</i>
Geschäfte/Restaurants	<i>Magasins / restaurants</i>

Institutioneller Zugang	Voies d'accès générales
Gesundheitspersonal	<i>Personnel de santé</i>
Beratungstellen/Anlaufstellen	<i>Centres de conseil/points de contact</i>
Gemeindebehörden	<i>Les autorités locales</i>
Gemeinschaftszentren	<i>Centres communautaires</i>
Sozialämter	<i>Services sociaux</i>
Sozialarbeitende	<i>Travailleurs sociaux</i>
Zentren für Asylsuchende	<i>Centres pour demandeurs d'asile</i>
Anlaufstellen bei Sans Papiers	<i>Points de contact avec les Sans Papiers</i>



Medien der Migrationsbevölkerung *Médias de la population immigrée*

SP

In der CH gibt es rund 50 regelmässig erscheinende Medien in Sprachen der in der Schweiz lebenden Migrantinnen und Migranten. Diese Medien berichten regelmässig über Gesundheitsthemen.

Häufige Medientypen sind **Webseiten, Printmedien, Radio- und TV-Sendungen**, Smartphone-Apps, **Newsletter und soziale Medien wie Facebook oder Twitter**.

Sie können sich für eine Zusammenarbeit direkt an diese Medien wenden. Via Medien der Migrationsbevölkerung werden bis zu 140'000 - 250'000 Personen erreicht.

En Suisse, il existe environ 50 médias publiés régulièrement dans les langues des migrants vivant en Suisse. Ces médias rendent régulièrement compte des questions de santé.

Les médias les plus courants sont les sites web, la presse écrite, les émissions de radio et de télévision, les applications pour smartphones, les bulletins d'information et les médias sociaux tels que Facebook ou Twitter.

Vous pouvez contacter directement ces médias pour coopérer : via les médias des migrants, vous pouvez atteindre jusqu'à 140'000 -250000 personnes.





Zugangsweg via Brief und E-Mail

- Gesundheitsinformationen via E-Mail oder Brief verschicken.
- Eine persönliche Anrede erhöht die Chance, dass Briefe und E-Mails gelesen werden. Der Text von Briefen und E-Mails muss kurz sein.
- Inhalte in leicht verständlicher Sprache vermitteln und bei Bedarf übersetzen.

Accès par lettre et par courrier électronique

- *Envoyez des informations sur la santé par courrier électronique ou par lettre.*
- *Une salutation personnelle augmente les chances que les lettres et les courriels soient lus. Le texte des lettres et des courriers électroniques doit être court.*
- *Communiquer le contenu dans un langage facilement compréhensible et le traduire si nécessaire.*

SP

Zugangsweg Direkter Kontakt

Sie können Ihre Zielgruppe an Treffpunkten oder zu Hause aufsuchen (aufsuchende Arbeit). Vor Ort können Sie Informationen vermitteln, Beratungen anbieten und Angebote bekannt machen.

Informationen in leicht verständlicher Sprache vermitteln und bei Bedarf übersetzen

Accès par contact direct

Vous pouvez rendre visite à votre groupe cible dans des points de rencontre ou à domicile (travail de proximité). Sur place, vous pouvez fournir des informations, offrir des conseils et faire connaître les offres.

Transmettre les informations dans un langage facilement compréhensible et les traduire si nécessaire




Zugangsweg Radio

In der Schweiz ist Radiohören populär insbesondere unter MigrantInnen

Das Radio ermöglicht die Auswahl spezifischer Zielgruppen. Via Radio können Sie benachteiligte Zielgruppen erreichen.



Themen in Radiosendungen zum Thema Gesundheit einbringen
zb. Lokalradios oder Radios der Migrationsbevölkerung.
(Radio Rabe, Radio Lora).

La radio comme moyen d'accès

La radio en Suisse est populaire, surtout parmi les migrants.

Vous pouvez utiliser la radio pour atteindre des groupes défavorisés.

Vous y pouvez inclure des sujets sur des questions de santé, notamment dans les stations de radio locales ou des stations de radio de la population migrante (Radio Rabe, Radio Lora).

Zugangsweg Fernsehen
Via Fernsehen können Sie Gesundheitsinformationen vermitteln.



In der CH sind Fernseher in 93% der Haushalte vorhanden.
TV-Inhalte werden auch via Streaming abgerufen.

Medien an die Migrationsbevölkerung können evtl. auch die Ausstrahlung von Gesundheitsinformationen in ausländischen Medien ermöglichen, die von Zielgruppen in der Schweiz beachtet werden.

Voie d'accès Télévision
Vous pouvez fournir des informations sur la santé par le biais de la télévision.



En CH, les téléviseurs sont disponibles dans 93% des foyers. Le contenu télévisuel peut également être accessible par streaming.

Les médias destinés à la population migrante peuvent également permettre de diffuser dans les médias étrangers des informations sur la santé qui seront remarquées par les groupes cibles en Suisse.

Zugangsweg Schlüsselpersonen / MultiplikatorInnen
Schlüsselpersonen haben eine enge Verbindung zu einer „Community“. Sie werden von der Gemeinschaft akzeptiert und genießen ihr Vertrauen.
Sie können niederschwellige Informationen weitergeben, Fragen beantworten und Angebote bekannt machen.
Schlüsselpersonen und Multiplikatoren/innen können zwischen Zielgruppen und Fachpersonen vermitteln.

Accès à travers de personnes clés / multiplicateurs
Les personnes clés ont un lien étroit avec une "communauté". Elles sont acceptées par la communauté et bénéficient de sa confiance. Elles peuvent transmettre des informations à bas seuil, répondre à des questions et faire connaître des offres.
Les personnes clés et les multiplicateurs peuvent servir de médiateurs entre les groupes cibles et les experts.

Zugangsweg Vereine



Die Schweiz verfügt über rund 100'000 Vereine. Gesundheitsinformationen können im Rahmen des Vereinsangebots vermittelt werden.

Vereine der Migrationsgemeinschaften sind zentrale Akteure im Integrationsprozess. Dieses Potential kann genutzt werden.

Associations comme voies d'accès

La Suisse compte environ 100 000 associations. Des informations sur la santé peuvent être fournies dans le cadre des services de l'association.


Les associations de communautés de migrants sont des acteurs centraux du processus d'intégration. Ce potentiel peut être exploité.


Was habe ich in der Lock-Down Phase machen können?

Que puis-je faire pendant la phase de verrouillage ?

Medien der Migrationsbevölkerung	<i>Médias de la population immigrée</i>
Brief und E-Mail	<i>Lettre et courrier électronique</i>
Direkter Kontakt: Tel, WhatsApp	<i>Contact direct : Tel, Whatsup</i>
Nachrichten	<i>Actualités</i>
Radio	<i>Radio</i>
Soziale Medien	<i>Les médias sociaux</i>
Zeitschriften	<i>Journaux</i>
Webportal	<i>Portail web</i>
Fernsehen	<i>Télévision</i>
Schlüsselpersonen	<i>Personnes clés</i>
Vereine	<i>Associations</i>
Glaubensgemeinschaften	<i>Communautés religieuses</i>



solidaritüt
 solidarité
 solidarietà
 solidarited




Erfolgreiche Kommunikation


- Entsprechen die Inhalte, die ich vermitteln möchte, den wahren Bedürfnissen der Zielgruppe?
- Bin ich bereit aus gewohnten Kontexten auszubrechen? Bin ich bereit, auch mal abends oder am Wochenende Zeit zu investieren, um Beziehungsarbeit zu pflegen, Kontakte zu knüpfen und Informationen mündlich weiterzugeben?
- Besteht die Möglichkeit, neue Wege in der Informationsarbeit zu beschreiten? (Social Media, Whatsapp, SMS)?
- Basis für eine erfolgreiche Information und Erreichbarkeit von MigrantInnen ist eine gute Beziehungsarbeit, das Suchen von Kooperationen und das Pflegen zwischenmenschlicher Kontakte

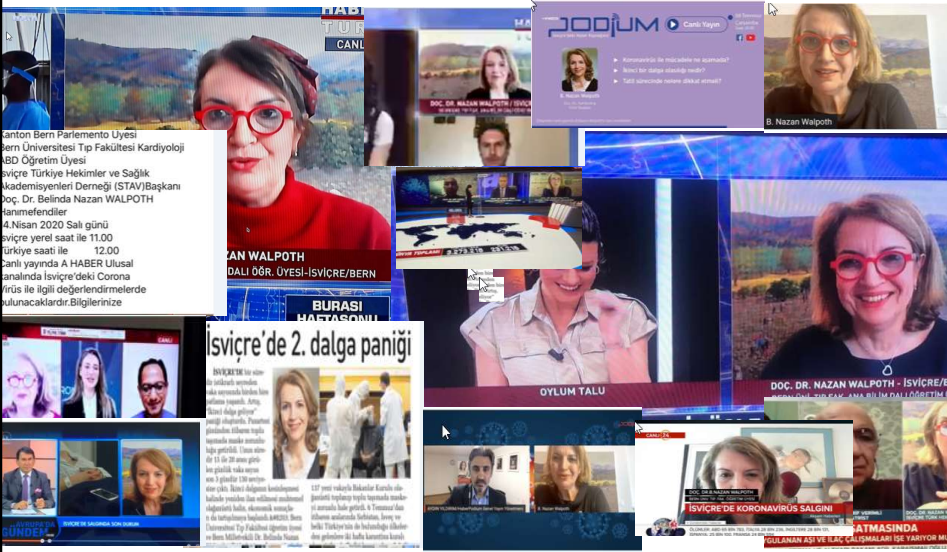
Une communication réussie

- *Le contenu que je veux transmettre correspond aux besoins réels du groupe cible?*
- *Suis-je prêt à sortir de contextes familiers ? Suis-je prêt à investir du temps le soir ou le week-end pour cultiver des relations, nouer des contacts et transmettre des informations oralement ?*
- *Est-il possible d'innover dans le domaine de l'information ? (médias sociaux, Whatsapp, SMS) ?*
- *La base d'une information réussie et de l'accessibilité des migrants est le travail relationnel, la recherche de la coopération et le maintien des contacts interpersonnels*



solidaritüt
 solidarité
 solidarietà
 solidarited



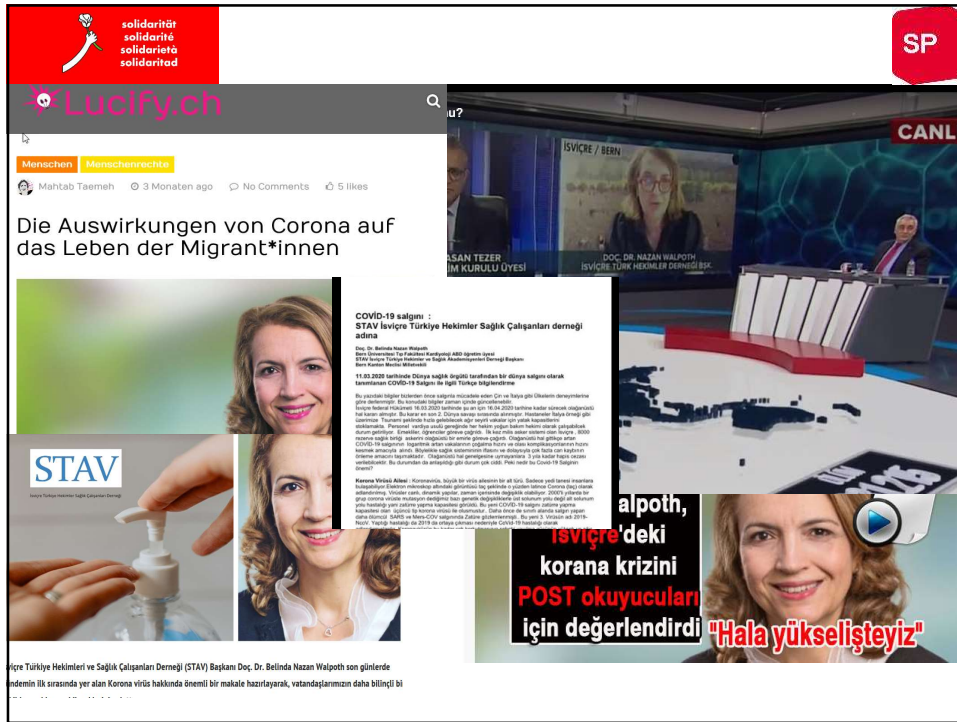


Kanton Bern Parlamento Üyesi
 Bern Üniversitesi Tıp Fakültesi Kardiyoloji
 ABD Öğretim Üyesi
 İsviçre Türkiye Hekimler ve Sağlık
 Akademisyenleri Derneği (STAV) Başkanı
 Doç. Dr. Belinda Nazan WALPOTH
 İnternetler
 4.Nisan 2020 Salı günü
 İsviçre yeri saat ile 11.00
 Türkiye saati ile 12.00
 Canlı yayında A HABER Ulusal
 kanalında İsviçre'deki Corona
 Fırsat ile ilgili değerlendirmelerde
 bulunacaklardır.Bilgilerinize

İsviçre'de 2. dalga paniği

İSVİÇRE'DE KORONAVİRÜS SALGINI

ATMALARINDA KULLANILAN AŞI VE ELAÇ ÇALIŞMALARI İŞE YARIYOR MU?



Traktandum | point 5.1

Vorstellung Entwurf Aktionsplans
Présentation du projet d'un plan d'action

Belinda Nazan Walpoth

Co-Präsidentin SP MigrantInnen Kanton Bern, Grossrätin BE
Co-Présidente du PS Migrant-e-s canton Berne, conseillère cantonale BE

Mike Kabongi

Vize-Präsident SP MigrantInnen
Vice-Président du PS Migrant-e-s Suisse

Urim Deva

Co-Präsident SP MigrantInnen Basel-Stadt
Co-Président du PS Migrant-e-s Bâle-Ville



Bern, 19.09.2020

Urim Deva,

Co-Präsident SP Migrant*nnen, Basel-Stadt
Therapeut, Universitäre Psychiatrische Kliniken Basel

**Geringe Gesundheitskompetenzen:
Communities at Risk**

Was ist Gesundheitskompetenz?

"Gesundheitskompetenz ist die Fähigkeit des Einzelnen, im täglichen Leben Entscheidungen zu treffen, die sich positiv auf die Gesundheit auswirken."

(Bundesamt für Gesundheit BAG)

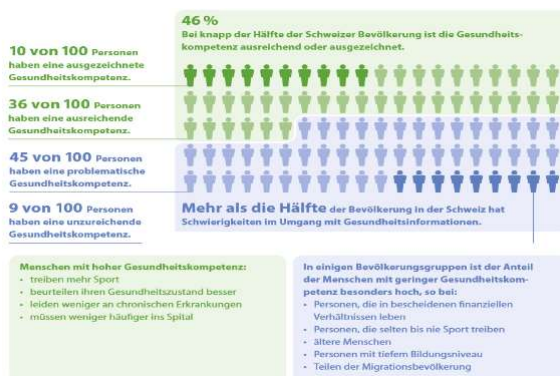


Warum ist Gesundheitskompetenz für uns wichtig?

- <https://www.youtube.com/watch?v=xlxGil-bnmg>
- Health Literacy Europe



Wie steht es um die Gesundheitskompetenz in der Schweiz?



■ Bundesamt für Gesundheit (2016), Datenquelle: Bundesamt für Gesundheit (2016) Bevölkerungsbefragung «Erhebung der Gesundheitskompetenz 2015»



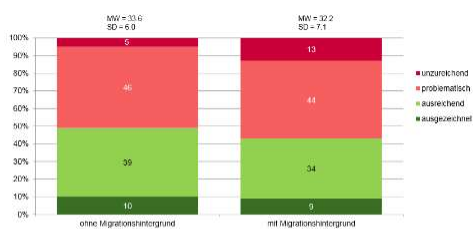
Dimensionen von Gesundheitskompetenz

	Informationen finden	Informationen verstehen	Informationen beurteilen	Informationen anwenden
Krankheitsbewältigung	Informationen über Krankheitsbewältigung finden (4)	Informationen über Krankheitsbewältigung verstehen (4)	Informationen über Krankheitsbewältigung beurteilen (4)	Informationen über Krankheitsbewältigung anwenden (4)
Krankheitsprävention	Informationen über Krankheitsprävention finden (4)	Informationen über Krankheitsprävention verstehen (3)	Informationen über Krankheitsprävention beurteilen (5)	Informationen über Krankheitsprävention anwenden (3)
Gesundheitsförderung	Informationen über Gesundheitsförderung finden (5)	Informationen über Gesundheitsförderung verstehen (4)	Informationen über Gesundheitsförderung beurteilen (3)	Informationen über Gesundheitsförderung anwenden (4)

nach Sorensen et al. 2012
in Klammern: Anzahl Items, welche pro Dimension erhoben wurden. Total 47 Items.



Generelle Gesundheitskompetenz (General-HL) nach Migrationshintergrund in der Schweiz

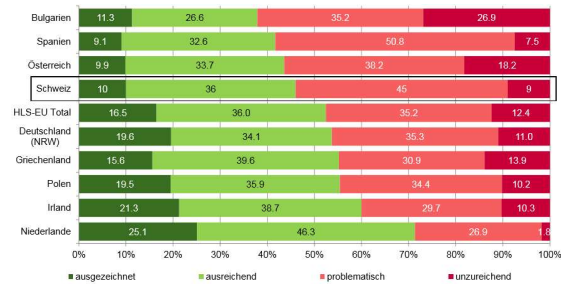


Gesundheitskompetenz Schweiz 2015, November 2015 (N = 1107); sig

Anders als in allen HLS-EU-Ländern ausser Deutschland (NRW) gibt es in der Schweiz einen leichten Zusammenhang mit dem Migrationshintergrund. Der Mittelwert der Personen mit Migrationshintergrund (32.2) ist leicht tiefer als derjenige der Personen ohne Migrationshintergrund (33.6). Jene mit Migrationshintergrund weisen vor allem auch einen erhöhten Anteil an Personen mit unzureichender Gesundheitskompetenz auf (13%).



Index generelle Gesundheitskompetenz (General-HL) im Ländervergleich



Gesundheitskompetenz Schweiz 2015, November 2015 (N = 1107)

Index gebildet aus 47 Einzelitems, vgl. Kap. 3.1.2. "HLS-EU Total" besteht aus Ergebnissen der acht EU-Länder zu gleichen Teilen; Ergebnisse Schweiz nicht Teil der HLS-EU-Studie



Dialog Gesundheit, Kanton Basel-Stadt

- Das Universitätsspital Basel wollte mit Vertreterinnen und Vertretern von Migrantenorganisationen des Kantons Basel-Stadt und des Gesundheitswesens im Rahmen eines Pilotprojektes eine Plattform Dialog Gesundheit schaffen.
- Diese Plattform soll dazu dienen, bestehende Fragen in der Gesundheitsversorgung zu besprechen und gemeinsam Lösungsansätze zu formulieren.
- Die Themen wurden von beiden Seiten eingebracht.
- Das Projekt wurde vom Präsidialamt des Kantons Basel-Stadt, Fachstelle Diversität und Integration, und dem Universitätsspital Basel unterstützt.



Dialog Gesundheit, Kanton Basel-Stadt

Die Teilnehmer*innen haben folgende Themen als prioritär eingesetzt:

- Kulturelle Aspekte in Kommunikation und Interaktion
- Informationen zum Schweizer Gesundheitswesen
- Identifizieren vulnerabler Personen
- Kommunikation: PatientInnen – medizinisches Personal
- Massnahmen zur Gesundheitsversorgung



Unsere Ziel war?

Eine Situationsanalyse für den Kanton Basel-Stadt mit dem Ziel zu erfassen:

- Welche Informationsmöglichkeiten bestehen auf kantonaler Ebene?
- Welchen Bedarf gibt es bei welchen Zielgruppen der Basler Wohnbevölkerung?
- Anhand der Resultate der Situationsanalyse wird definiert, bei welchen Gruppierungen und mit welchen Interventionen zu einer verbesserten «*Gesundheitskompetenz*» im Kanton Basel-Stadt beigetragen werden kann.



Ausgangslage

- Aus gesundheitspolitischer Sicht stellten wir fest, dass hier Handlungs- und Klärungsbedarf vorhanden ist.
- Krankenkassen sind ein zentrales Element, die den Zugang zum Gesundheitssystem massgeblich beeinflussen.
- Die Krankenkasse ist für die gesamte Bevölkerung eine zentrale Frage (Klärungsbedarf) und nicht nur für die Communities at risk.



Workshop

- **Einführung und Hintergrundinformationen (Dr. med. Sylvie Schuster M.A., Dialog Gesundheit Kanton Basel-Stadt)**
- **Input aus der Praxis:**
 1. Hausarztmedizin (PD Dr. med. Klaus Bally, Universitäres Zentrum für Hausarztmedizin beider Basel)
 2. Sozialdienst/-beratung (Ute Wetzel, Beratungszentrum Suchthilfe Region Basel, ehem. Leitung Sozialdienst Universitätsspital Basel)
 3. Beratungsstelle GGG (Aylin Okomus, GGG Migration)
- **Input aus gesundheitspolitischer Sicht:**
 4. Krankenversicherung (Pascal Bolliger, EGK-Gesundheitskasse)
 5. Amt für Sozialbeiträge (Konrad Rusterholz lic. iur., Amt für Sozialbeiträge)
 6. Kantonale Politik (Sarah Wyss M.A., Grosse Rat)
- **Input aus kantonaler Sicht:**
 7. Fachstelle Diversität und Integration, Präsidialdepartement des Kantons Basel-Stadt (Jutta Durst)
- **Diskussion im Plenum mit Referent*innen und Vertreter*innen kantonaler Einrichtungen und Organisationen**
- **Definieren nächste Schritte**



Ausblick Dialog Gesundheit

- Die Arbeitsgruppe «Dialog Gesundheit» wird den gemeinsamen Workshop auswerten und das weitere Vorgehen besprechen.
- Im ersten Quartal 2021 wird sie eine «Ergebniskonferenz» mit verschiedene Players durchführen, um zu sehen, wie sich die verschiedenen Themen und Ansätze weiterentwickelt haben und wie es weitergehen kann und soll.



Communities at Risk

Personen, insbesondere aus Gruppierungen beispielsweise mit einem tiefem Bildungsniveau, die in bescheidenen finanziellen Verhältnissen leben, bei denen eine Sprachbarriere besteht, psychisch kranke Menschen oder ältere Menschen, haben ein erhöhtes Risiko, die gestellten Anforderungen rund um die Krankenkasse kaum oder gar nicht bewältigen zu können.



Die Gesundheitskompetenz von Patientinnen und Patienten

- Seitens der Politik, Krankenversicherungen und Forschung wird die Relevanz zunehmend anerkannt, die Gesundheitskompetenz von Patientinnen und Patienten zu stärken.
- Hingegen ist die Seite der Versicherten, insbesondere sogenannter **Mitglieder von Communities at Risk**, bislang kaum beleuchtet und erkannt, welche konkreten Massnahmen in Bezug auf die Krankenversicherung für diese Zielgruppe benötigt werden.
- Das Thema Gesundheitskompetenz stellt eine Herausforderung für Politiker, Medizinische Fachkräfte und Bürgern in ganze Europa da, es müssen konkrete Schritte unternommen werden

oder ?



Kurz: Ich beantrage Ihnen, eine
Arbeitsgruppe «Gesundheitskompetenz»
der SP MigrantInnen Schweiz einzusetzen

*En court: Je vous invite d'installer
un groupe de travail du PS Migrant-e-s Suisse
«compétence de sant»*

Vielen Dank für eure Aufmerksamkeit !



Traktandum | point 5.2

**Corona-Aktionsplan der SP MigrantInnen Schweiz
Crise du Coronavirus – plans d'action du PS
Migrant-e-s suisse**

Diskussion

Discussion



Traktandum | point 5.3

Corona-Aktionsplan der SP MigrantInnen Schweiz
Crise du Coronavirus – plans d'action du PS Migrant-e-s

**1) Verabschiedung des bereinigten Aktionsplans
Approbation du plan d'action consolidé**

**2) Einsetzen Arbeitsgruppe «Gesundheitskompetenz»
Créer un groupe de travail sur la compétence en
matière de santé**



Traktandum | point 6

**Tätigkeitsbericht 2019/20 der SP
MigrantInnen. Abnahme**

(S.18-19)

**Rapport d'activité 2019/20 du PS Migrant-e-
s suisse. Adoption**

(p.18-19)



Traktandum | point 7

**Jahresziele 2020/21 der SP MigrantInnen.
Abnahme**

(S. 20)

**Objectifs 2020/21 du PS Migrant-e-s suisse.
Adoption**

(p. 20)



Traktandum | point 8

Varia (1)

- **Abstimmungen am 27. September!**
- **Delegiertenkonferenz am 24. Oktober 2020 in Bern**
 - Wahlen unserer zwei Delegierten in die Geschäftsleitung der SP Schweiz: Françoise stellt sich zur Wiederwahl / Osman tritt zurück – Frist für Kandidaturen ist der 9. Oktober
 - SP MigrantInnen bei Wahlen stärken / Auswertung Abstimmungskampf 27. Sept. / Fortsetzung Themen von heute

Divers (1)

- **Votations du 27 septembre !**
- **Conférence des délégué-e-s du 24 octobre à Berne**
 - Election de nos deux délégué-e-s au comité directeur du PS suisse: Françoise se représente / Osman a démissionné: délai pour les candidatures : le 9 octobre
 - Renforcer le PS Migrant-e-s dans les élections / évaluation de la campagne de votation du 27 sept. / continu des sujets d'aujourd'hui

Traktandum | point 8

Varia (2)

- **Jahreskonferenz 2021: 27. Februar 2021, Bern, Johannes**
 - Gesamterneuerungswahlen für das Präsidium der SP MigrantInnen Schweiz / Frist für Kandidaturen zwei Wochen vorher
- **Andere Mitteilungen?**

Divers

- **Conférence annuelle 2021 : 27 février 2021, Berne**
 - Élections pour le renouvellement global de la présidence du PS Migrant-e-s suisse / délai pour les candidatures : deux semaines en avance
- **autres communications ?**



Bitte Kopfhörer zurückgeben!
Merci de rendre les écouteurs!

Auf Wiedersehen!
Au revoir !

